



**HAL**  
open science

# Les étudiants communistes, des origines à la veille de Mai 1968

Jacques Varin

► **To cite this version:**

Jacques Varin. Les étudiants communistes, des origines à la veille de Mai 1968. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2004, Jeunesses et engagements, d'un mai à l'autre (France, 1936-1968), 74, pp.37-49. 10.3406/mat.2004.979 . hal-03746515

**HAL Id: hal-03746515**

**<https://hal.science/hal-03746515>**

Submitted on 15 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

# Les étudiants communistes,

Jacques VARIN

## *des origines*

## *à la veille de Mai 1968*

La Fédération des étudiants collectivistes d'inspiration guesdiste et le Groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, lié au POSR de Jean Allemane, sont les lointains ancêtres de l'Union des étudiants communistes, comme d'ailleurs des Étudiants socialistes.

La révolution bolchevique d'octobre 1917 pose d'emblée le problème de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et à l'Internationale communiste des jeunes (ICJ) qui lui est liée. Le 27 décembre 1919, est constituée à Genève, la Fédération internationale des étudiants communistes. Les étudiants français n'y sont qu'une poignée et ce n'est que le 12 juillet 1920, lors de leur congrès national à Paris, que les étudiants collectivistes révolutionnaires<sup>1</sup> décident à l'unanimité l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale.

Cette structure d'étudiants communistes va être éphémère : l'Internationale communiste des jeunes absorbe l'Internationale des étudiants communistes et décide la fusion dans une même organisation nationale de jeunesses communistes de tous les mouvements communistes de jeunes et d'étudiants au sein d'un même pays. Intégrés désormais directement à la Fédération des jeunesses communistes, les étudiants et lycéens communistes vont bientôt, avec la création de l'Union fédérale des étudiants, le 14 juillet 1926 à Paris, salle des Sociétés savantes, disposer d'un cadre organisationnel spécifiquement étudiant<sup>2</sup>. Certes, la vocation de l'UFE est de préfigurer un syndicalisme étudiant, mais les étudiants communistes s'y investissent nombreux et, lors des périodes de « contraction révolutionnaire », l'UFE est beaucoup plus « révolutionnaire » que pré-syndicale.

Il faut attendre l'arrivée de Hitler au pouvoir, et les premiers contacts entre les deux courants du mouvement

ouvrier, pour que réapparaisse, au niveau de l'ICJ, une Commission internationale des étudiants communistes, réanimée afin de mener à bien les discussions avec la Fédération internationale des étudiants socialistes.

### ***La création de l'Union des étudiants et lycéens communistes***

Quand Henri Barbusse et Romain Rolland prennent l'initiative d'un « Congrès mondial de lutte contre la guerre », prévu le 16 août 1932 à Amsterdam, des comités préparatoires, auxquels participent les étudiants communistes et l'UFE se constituent. Ainsi 289 élèves professeurs des Écoles normales supérieures de Paris adhèrent au Congrès mondial (87 à celle de Sèvres, 43 à celle de Fontenay, 13 à celle d'Ulm, 59 à celle de Saint-Cloud et 97 dans les ENSET). Lycéens et étudiants seront aussi nombreux parmi les participants au Congrès mondial de la jeunesse qui s'ouvre à Paris le 22 septembre 1933. De manière plus spécifique se tient en décembre 1934 à Bruxelles un Congrès mondial des étudiants contre la guerre et le fascisme.

La préparation de ces congrès mondiaux implique une démarche d'ouverture et de rassemblement, qui a des répercussions sur les orientations d'organisations comme la Jeunesse communiste ou l'UFE. Elle en a aussi sur leurs effectifs : la Jeunesse communiste quintuple les siens entre 1930 et 1936. Le mouvement étudiant communiste progresse aussi mais plus lentement.

Au sein de la direction de la JC sont alors désignés en 1935 des responsables pour les différents secteurs de la jeunesse. En mars 1936 au Congrès de Marseille de la fédération des JC, les 40 étudiants présents — sur 442 délégués — se réunirent en conférence spécialisée. Aymé Albert<sup>3</sup>, précédemment dirigeant de l'UFE, est désigné secrétaire aux étudiants communistes.

1. D'après le témoignage de Roger Darves-Bornoz qui y participa, Nguyen Aï Quoc (le futur Ho-Hi-Minh) était présent.

R. Darves-Bornoz : « 1912, je deviens révolutionnaire », *Clarté*, n° 32, 1961.

2. Jacques Varin, « L'Union fédérale des étudiants », *Cahiers du GERME*, spécial « engagements étudiants », n° 3, 1998.

3. Gaston Casanova le remplacera à la tête de l'UFE, qu'il présidera jusqu'à la guerre.

En mars 1937 parut le numéro 1 de *La Relève*, journal mensuel des étudiants communistes, « dont la vie fut assez brève<sup>4</sup> ». À la rentrée 1937-1938, un Secrétariat national des étudiants communistes de France assure la liaison entre les divers groupes d'étudiants communistes des Écoles normales, lycées, facultés, etc. Les EC sont membres de l'Alliance internationale des étudiants pour le socialisme<sup>5</sup>, rassemblant les étudiants communistes et socialistes de plusieurs pays du monde.

Au début de l'année 1938-1939 est créée une Union des étudiants communistes de France, organisation autonome, affiliée à la Fédération des jeunesses communistes. La jeune organisation tint sa première conférence nationale constitutive les 1<sup>er</sup> et 2 avril 1939.

« Nous étions 66 délégués (5 filles et 46 garçons), dont 23 membres du Parti. Tous les étudiants membres des Jeunesses et du Parti n'avaient pas encore été organisés dans l'UEC, mais celle-ci comptait déjà 10 groupes à Paris, 10 groupes en province et 950 adhérents (300 étudiants de facultés, 175 normaliens, 125 divers — Grandes écoles, etc. —, 350 lycéens des grandes classes)... Georges Politzer intervint à notre conférence au nom du Parti et Raymond Guyot, président des Jeunesses en conclut les travaux. Un Bureau national fut élu... : Emma Choury<sup>6</sup>, Francis Cohen, Jean Daudin, Yvon Djian, Robert Faure, Pierre Hervé, Maurice Laban, Pierre Lamandé, Yves Moreau, Henri Rack, Olivier Souef, Paul Théanor<sup>7</sup>... »

Pierre Hervé est le premier secrétaire national de l'UEC<sup>8</sup>, dont des sections existent dans les principales villes universitaires<sup>9</sup>.

Quant aux lycéens, 300 de leurs délégués avaient tenu à Paris un congrès de lycéens antifascistes à la Mutualité le 18 février 1937, étape vers une Union des lycéens communistes. Au début de la guerre, lycéens et étudiants fusionnent dans l'Union des étudiants et lycéens communistes de France (UELCF) désormais clandestine.

### **Les étudiants communistes dans la clandestinité**

Dissoute par le décret du 26 septembre 1939, pris à l'encontre du Parti communiste et de « toute organisation ou tout groupement de fait qui s'y rattachent », l'UELCF s'est réorganisée clandestinement pendant la « Drôle de guerre » et fait reparaitre *La Relève*. Au début de l'année 1940, une direction a été remise en place autour d'étudiants parisiens ayant, pour certains d'entre eux, une expérience acquise avant 1939 au sein des étudiants communistes mais aussi de l'UFE comme Jean Daudin, Francis Cohen, Suzanne Djian ou François Lescure. Ce dernier, président de l'Association corporative des étudiants en lettres depuis plusieurs mois, avait reçu de la direction nationale de l'UNEF, repliée en zone Sud et

ralliée au régime de Vichy, la responsabilité de la délégation de l'UNEF pour la zone occupée. « Personne, précise-t-il, ne savait que j'étais l'un des responsables de l'organisation clandestine des étudiants communistes. Sur un plan pratique, mais très précieux à l'époque, ces fonctions nous donnaient la possibilité d'utiliser le soir, alors que toutes les portes étaient closes, la ronéo de l'UNEF (place Saint-Michel), avec laquelle nous imprimions des tracts et aussi *La Relève*. »

Dans son numéro spécial de la rentrée 1940, *La Relève*, qui est alors pratiquement le seul journal étudiant clandestin, écrit : « Le gouvernement de traîtres et de corrompus installés à Vichy n'est pas le gouvernement de la France... On tourne le dos à la vraie culture et à l'intelligence. À la porte les usurpateurs de Vichy, l'université française ne sera pas fasciste ! [...]. Étudiants de France, unissons-nous pour empêcher que l'on nous enlève nos meilleurs maîtres. Des organisations corporatives et culturelles ont été créées et sont dirigées par des étudiants. Elles doivent conserver leur indépendance, et refuser toute ingérence du gouvernement ou de puissances étrangères. »

Dès le 31 juillet 1940, deux étudiants communistes — Christian Rizo et M. Guglielmo — sont arrêtés à Paris ; *La Relève* du 8 août 1940 exige leur libération. Le 26 septembre, Jean Suret-Canale est arrêté à son tour, alors qu'il « tapisse » les portes de la Maison des étudiants.

En zone Sud, l'UELCF s'est reconstituée grâce aux efforts d'Yvon Djian, qui a fait de nombreux voyages dans les villes universitaires, d'Yves Moreau (Montpellier, puis Lyon), Jacques Laurent (Grenoble), Albert Soboul, etc. Dans l'Ouest, à Rennes, autour de Jean Collet, Olivier Souef, Bannetel, Le Guern et Le Herpeux ; dans le Sud-Ouest, à Bordeaux, autour de Panié, Dujac, Claverie et Meyroune. Nombre d'entre eux seront arrêtés par la suite, déportés, fusillés.

La manifestation du 11 novembre 1940, moment important de la résistance étudiante et lycéenne, fut la conséquence de l'arrestation le 30 octobre du professeur Langevin<sup>10</sup>. Cette manifestation a été l'objet, dans le contexte de la guerre froide, d'une controverse plus politique qu'historique entre communistes et anticommunistes — ou à tout le moins non communistes — quant à la paternité de son initiative et de son organisation. Interrogés au milieu des années 1970, François Lescure et Claude Bellanger s'accordèrent tous deux sur l'impossibilité de déterminer « qui » a appelé le premier à manifester à l'Étoile le 11 novembre 1940. « C'était dans l'air », après la manifestation du 8 novembre précédent, elle, sans conteste, à l'initiative des étudiants communistes<sup>11</sup>. Le 11 novembre, à 17 heures, 500 à 1 000 lycéens et étudiants<sup>12</sup> se retrouvèrent sur les Champs-Élysées en direction de l'Étoile : là, ils se retrouvèrent face à l'armée allemande, qui tira. Rien ne permet aujourd'hui de dire qu'il y eut 6, 7 ou 11 morts, comme le titra la presse clandestine.

4. Francis Cohen, « Quartier latin 1931-1939 », *La Nouvelle Critique*, n° 152, janvier 1964.

5. Fondée le 18 juillet 1937 et dirigée par André Horschiller (Carrel).

6. Emma Perrini, sœur de Danièle Casanova.

7. Francis Cohen, « Quartier latin 1931-1939 », *art. cit.*

8. C'est Gaston Casanova qui avait été pressenti, et qui préférant rester à l'UFE, a suggéré le nom de Pierre Hervé.

9. Grenoble avec Jacques Laurent, Toulouse avec Jean Marcenac, Lucien Bonnafé et Marie-Louise Barron, Strasbourg avec Maurice Kriegel et Jean Neyman, un militant d'origine polonaise qui sera torturé et assassiné par les Allemands...

10. Voir dans le présent numéro l'article de Didier Fischer.

11. Toutefois, c'est lors d'une réunion de la direction de l'UELCF tenue le 8 novembre au soir, que se prépara la manifestation du 11 novembre à l'Étoile (témoignage de Claude Souef, *L'Humanité*, 11 novembre 2000).

12. Certains chiffres cités évoquent de 2 000 à 5 000 manifestants.

Conséquence immédiate des événements de novembre, la répression s'accroît. Le 29 novembre 1940, le *Petit Parisien* annonce l'arrestation de plusieurs responsables et militants des étudiants communistes : Jean Rozynoer, Claude Lalet, Bernard Kirschen, Othman Ben Alya et Gisèle Vallepin, étudiants en Lettres, Jean Commère, élève des Beaux-Arts, ainsi que d'un employé de la mairie du II<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Maurice Delon, qui assure la liaison entre les Étudiants communistes et la direction clandestine du Parti communiste<sup>13</sup>. François (de) Lescure sera lui-même arrêté, mais la direction de l'UNEF, repliée à Vichy, le fait libérer pensant à une méprise ; il passe aussitôt à la clandestinité, tandis que Francis Cohen est affecté à l'activité parmi les intellectuels. La direction des Étudiants communistes zone Nord, décapitée, se reconstitue autour de Léon Lavallée, Pierre Noël et Suzanne Djian.

Organisation étudiante clandestine la plus ancienne, la plus nombreuse et la mieux organisée, l'UELCF est la seule à avoir une dimension nationale étant présente dans les deux zones, où elle va être la matrice d'un rassemblement des étudiants résistants.

En zone Nord, où le Parti communiste a lancé le 15 mai 1941 un appel à la création d'un « Front national pour l'indépendance de la France », une démarche similaire va être initiée par les Étudiants communistes et donner naissance au « Front national étudiant » (FNE). L'appellation « Front patriotique des étudiants » parfois rencontrée recouvre une réalité identique. Le « Front national de la jeunesse française », qui s'adresse à toutes les couches de la jeunesse, est fondé, quant à lui, le 19 septembre 1941. « *J'ai été assez vite chargée des jeunes du Front national, sur deux secteurs : d'abord les étudiants patriotes, ensuite le Front national de la jeunesse. C'était une organisation "de masse" qui devait toucher les milieux de jeunes et d'étudiants par des actions de masse, en liaison d'ailleurs avec la JC, comme, par exemple, contre le port de l'étoile jaune par les juifs. Nous avons ainsi plusieurs fois descendu le boulevard Saint-Michel en portant des étoiles fantaisies pour montrer que les jeunes n'acceptaient pas*<sup>14</sup>. » La date de création du FNE se situe autour du 14 juillet 1941 : *L'Étudiant patriote*, qui en devient l'organe, la situe à la veille du 14 juillet 1941, *La Vie du Parti*, revue organisationnelle du PC clandestin, « *au lendemain du 14 juillet*<sup>15</sup> ». Selon Léon Lavallée, alors dirigeant des Étudiants communistes, la réunion constitutive – qu'il situe bien improbablement vers mai 1941 – aurait rassemblé une vingtaine de délégués dans le bois de Saint-Cloud. L'objectif est clair : le FNE ambitionne de rassembler « *gaullistes, catholiques, protestants et communistes* ». Le FNE sera aussi organisé en zone sud où il sera dirigé jusqu'à la fin 1943 par Rey (« Piron »), puis, de fin 1943 jusqu'à la Libération, par Guy Besse (« César »).

Le plus souvent pendant les deux années qui vont suivre, c'est dans le cadre et sous le couvert du FNE que les Étudiants communistes vont développer leur

La Vérité,  
numéro 6 du  
15 novembre 1940,  
relatant la  
manifestation du  
11 novembre  
(coll. BDIC).



action en direction des étudiants, tout en maintenant l'édition de leurs journaux : *Relève* puis *L'Université de demain* en zone Nord, *Action* en zone Sud. Rentré à Paris de Bordeaux<sup>16</sup> début 1943, Pierre Kast<sup>17</sup>, qui reprend le contact avec Ginette Cros, trouve une UELC décimée par les arrestations successives et remet sur pied une structure clandestine de direction à laquelle participeront jusqu'à la Libération, avec Ginette Cros et Pierre Kast, un étudiant géorgien, Tsouladzé, Joseph Roger, Jean Poperen, Jacques Chambaz.

Pendant ces années de clandestinité, la réalité organisationnelle diffère quelque peu de ce que peut déduire l'historien des différents textes et publications parvenus jusqu'à lui : ainsi, le même groupe — y compris au niveau des triangles de direction — peut, selon les nécessités et les objectifs, et surtout les militants et moyens disponibles, publier indifféremment des écrits signés des Étudiants communistes ou du FNE, voire d'autres organisations. « *Le Front national des étudiants*, témoigne Pierre Kast<sup>18</sup>, *il n'y a pas à le dissimuler, est une organisation qui ne comporte qu'un minimum de représentants non communistes. En fait, dans ces organisations soi-disant larges presque tous ceux qui sont là, sont du Parti et sont très satisfaits d'avoir cette activité dite large.* »

« *En octobre 1943, rapporte Ginette Cros, les étudiants de divers mouvements de Résistance, répondirent à l'appel du FNE pour constituer l'Union des étudiants patriotes* (UEP), qui permet un réel élargissement par rapport au FNE<sup>19</sup>. Parallèlement naît une structure spécifique pour les étudiantes résistantes, l'Union féminine universitaire (UFU). » Dès la fin 1943, l'UEP commence à organiser des « Comités d'autodéfense étudiants » que, dans son numéro du

13. Lalet, Kirschen et Rozynoer seront plus tard exécutés pour faits de résistance.

14. Entretien de Jacques Varin avec Ginette Cros, Paris le 14 janvier 1976. Elle fut la secrétaire générale du FNE et en même temps membre du « triangle » de direction des Jeunesses communistes.

15. Numéro du 4<sup>e</sup> trimestre 1941.

16. Pierre Kast a adhéré à l'UELCF à l'été 1940 au lycée Henri IV ; arrêté à la mi-novembre 1940 et emprisonné jusqu'au printemps 1941, il avait dû quitter Paris pour échapper à une nouvelle arrestation.

17. Entretien de Jacques Varin avec Pierre Kast, le 21 janvier 1976.

18. *Idem*.

19. L'Union des étudiants patriotes rassemble les étudiants de l'OCM, les « Étudiants catholiques combattants », les « Étudiants protestants patriotes », l'Union française universitaire (UFU), le FNE, les « Étudiants de défense de la France », les « Étudiants communistes » et les « Étudiants des Mouvements unifiés de résistance (MUR) ».

15 janvier 1944, *L'Étudiant patriote* qualifie de « *véritable milice universitaire* ». *L'Étudiant patriote*, organe du FNE est devenu celui de l'UEP. *Le Lycéen combattant* est l'organe national des comités lycéens de l'UEP, *L'Étudiante française* celui de l'UFU. Mentionnons aussi le « Comité d'action contre la déportation » (CAD) étudiant, qui lutte notamment contre l'application du STO en détruisant ou subtilisant des fichiers universitaires.

L'UEP va être partie prenante de la structure clandestine qui fédère toutes les organisations de jeunesse résistante, les « Forces unies de la jeunesse patriotique » (FUJP), créées dans le cadre d'un processus analogue à celui du CNR. Les FUJP établissent une « Charte de la jeunesse », laquelle pose parmi ses revendications celle de l'instauration d'un « *présalaire étudiant* ».

Au printemps 1944, la décision prise d'envoyer aux FTP l'un des membres du triangle de direction des étudiants, Joseph Roger (d'Harcour), préfigure le dépassement de toutes les structures clandestines spécialisées dans la Libération qui s'annonce. « *La structure [de direction des Étudiants communistes] est vide tacitement. Il reste une direction théorique qui se maintient, presque fictive, à part un contact hebdomadaire où il est entendu que chacun a une double responsabilité que lui assigne la JC. Il en est de même pour l'UEP qui est un sigle et un organe de propagande. L'organisation s'est militarisée*<sup>20</sup> ».

Les Étudiants communistes — et plus largement, ceux de l'UEP — sont partie prenante des combats de la Libération. Jean Pronteau<sup>21</sup>, des étudiants de l'OCM, commandera les barricades de la place Saint-Michel lors de l'insurrection de Paris en août 1944.

Toutefois, cette démarche unitaire s'inscrit à contre-courant des divisions de la Guerre froide qui s'annoncent et sera sans lendemain.



Journal des étudiants communistes en zone occupée (coll. BDIC).

### Les étudiants de l'UJRF

La Libération acquise<sup>22</sup>, les organisations issues de la Résistance, ou dont le rôle y a été prépondérant, se trouvent placées au premier plan, d'autant plus que le maintien de l'unité va devenir un enjeu. L'heure n'est pas à la reconstitution de toutes les organisations d'avant-guerre mais aux tentatives d'élargissement aux organisations restées à l'écart durant la clandestinité, notamment les organisations confessionnelles ou l'UNEF. Ainsi naît l'Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ) et, au siège de l'UNEF, se constitue le 16 février 1945 l'« Union patriotique des organisations d'étudiants » (UPOE) qui, se définissant comme la « commission étudiante » de l'UPOJ, rassemble les organisations fondatrices de l'UEP, l'UFU, les étudiants socialistes, les étudiants du MRP, les organisations chrétiennes d'étudiants, les étudiants du scoutisme français, les Étudiants juifs de France, les étudiants de « l'Union de la jeunesse juive » (UJJ), les étudiants de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul, les étudiants du Mouvement national des prisonniers et déportés, des Équipes sociales, les étudiants du MLN et l'UNEF.

Prenant assez rapidement acte de cette évolution et craignant d'être confrontés à la mise en place d'une organisation de jeunesse « résistante » d'obédience gaulliste et à vocation hégémonique, les directions du PCF et de la Fédération des Jeunesses communistes prennent l'initiative de la transformation de cette dernière en « Union de la jeunesse républicaine de France » (UJRF). Les arguments avancés publiquement ne seront pas ceux ayant réellement motivé la décision : « *Avec ses 150 000 adhérents, [la Jeunesse communiste] n'est pas à même de donner satisfaction aux aspirations de la plus grande partie de la jeune génération... Elle a encore trop l'aspect d'un petit parti politique réservé aux jeunes...* » Les exemples étrangers de fusion des JC dans des organisations plus larges (Yougoslavie, Pologne), sont aussi mis en avant<sup>23</sup>. Adhérent à l'UJRF — outre la Jeunesse communiste — totalement ou partiellement plusieurs des organisations issues des mouvements de Résistance<sup>24</sup>. La transformation de la Fédération des Jeunesses communistes en « Union de la jeunesse républicaine de France », effective au onzième congrès de la FJC tenu à Pâques 1945, est de fait imposée par le haut. Au sein du bureau politique du PCF qui

20. Pierre Kast, témoignage cité.  
 21. Lieutenant-colonel « Cévennes ». Il deviendra membre de la direction de l'UJRF et membre du Comité central du Parti communiste.  
 22. Les étudiants et lycéens du Front national installent leur local dans l'ancienne librairie allemande, au Centre Richelieu, les Étudiants communistes la leur rue Médecins.  
 23. Rapport de Raymond Guyot au XI<sup>e</sup> congrès de la JC.  
 24. Tels le FJP, l'UJFP, l'UJJ, les Jeunes paysans patriotes (Louis Geay, Gaston Plissonnier), les jeunes du MLN (Guy de Boysson), les jeunes de l'OCM (Pronteau), Les Jeunesses laïques et républicaines (Leroy-Wattiaux).

prend cette décision en janvier 1945, seul Waldeck Rochet, s'y oppose, considérant que le contexte de septembre 1944 qui aurait permis sa mise en œuvre avec succès est désormais dépassé. C'est lui qui sera chargé de présenter le rapport la justifiant... Cela ne se fait pas sans réticences : « *La plupart des anciens jeunes communistes pourront devenir membres du Parti... Les camarades du Parti doivent donc dissiper les inquiétudes de ces jeunes communistes qui craignent de n'être plus considérés comme communistes...* »<sup>25</sup>

« *Cela a été un véritable drame, un déchirement. Dans la Haute-Vienne, lors du congrès départemental préparatoire au congrès national, il y a eu des camarades montant à la tribune avec le drapeau de la Jeunesse communiste. Du fait du rôle joué dans la Résistance, ils voulaient rester JC. Si l'on avait fait voter à bulletin secret, il y aurait eu une majorité pour le maintien de la JC* »<sup>26</sup>. La direction de la nouvelle UJRF élue à ce congrès de transformation, présidée par Raymond Guyot, ancien président de la FJC et secrétaire général de l'ICJ, comprend dans son Conseil national plusieurs étudiants : Andrée (Annie) Descombey, Gervaise Galeppe, Pierre Kast, Guy Besse, Jean Suret-Canale, ainsi qu'un secrétaire national étudiant, François Lescure<sup>27</sup>. L'UJRF entame l'édition d'une revue à destination des étudiants : *Conquêtes*, qui n'aura que trois numéros.

L'UJRF tient du 25 au 30 septembre 1946 son premier congrès national. Parmi ses 1 017 délégués, 93 étudiants participent le 29 septembre à la conférence nationale étudiante, au gymnase municipal de Clichy<sup>28</sup>. Daniel Trelly, secrétaire national de l'UJRF, émit le vœu que « *tous ensemble, lycéens, collégiens et étudiants forment une grande Union des lycéens et étudiants de France qui groupera toute la jeunesse démocratique de l'Université française* »<sup>29</sup>. Or, lors de la conférence étudiante du congrès, « *la création d'une organisation autonome des étudiants a été écartée après avoir été discutée au début du congrès : agir sur la masse des étudiants, tel est l'objectif essentiel du mouvement des étudiants de l'UJRF et une organisation à caractère indépendant, dotée d'un appareil bureaucratique extrêmement lourd ne servirait qu'à nous détourner de notre but...* » L'argument semble un peu court<sup>30</sup>... Toutefois, le Congrès adopte la mise en place d'une Commission étudiante et d'un secrétariat étudiant, se prononçant « *contre l'envahissement des doctrines subversives* »<sup>31</sup>, pour l'augmentation du nombre et du taux des bourses, la suppression des droits d'inscription, l'amélioration du logement étudiant, le développement des amicales des lycéens et des Grandes écoles. En 1947, la tentative de créer à Paris une « *Fédération des amicales de lycéens et collégiens* » à vocation syndicale et rassemblant de 25 à 30 amicales demeure sans lendemains<sup>32</sup>.

Ainsi, il y aura pendant une décennie les « *Étudiants de l'UJRF* ». André Vanoli<sup>33</sup>, qui, succédant à

Paul Prompt<sup>34</sup>, en fut responsable au début des années cinquante, évoque les difficultés des étudiants de l'UJRF à se positionner sur les mêmes lieux d'étude par rapports aux « *Étudiants communistes* », c'est-à-dire membres du Parti : « *Paul Gillet m'a fait adhérer en 1948 ou 1949 [...]. Adhérer à la Jeunesse n'était pas très bien vu dans les milieux communistes de l'école ; Paul Gillet y était d'ailleurs le seul militant de l'UJRF, organisation qui n'apparaissait pas comme prestigieuse. De plus, avec la guerre froide qui battait alors son plein, la plate-forme d'union des organisations issues de la Résistance n'avait plus vraiment de signification. Et au fond, nous avons eu beaucoup de mal à avoir quelques adhérents à l'UJRF qui n'étaient pas en même temps au Parti communiste ; et encore plus de mal à définir des activités politiques différentes de celles des EC.* »

L'UJRF tentera à plusieurs reprises de s'implanter plus profondément dans le milieu étudiant, en faisant siennes des revendications porteuses. Étudiant, membre du bureau national de l'UJRF, Pierre Jaeglé affirme en 1954 à la veille du congrès de l'UNEF à Toulouse : « *Nous défendrons tous les droits proclamés par la Charte de Grenoble, selon laquelle l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel qui a droit au travail et au repos, à la liberté et à la culture. Nous amènerons la discussion sur le présalaire et pour une réforme démocratique de l'enseignement* »<sup>35</sup>. La conférence étudiante du premier festival national de la jeunesse, qu'organisent en juillet 1954 l'UJRF et l'UJFF — dans laquelle sont organisées les étudiantes non membres des Étudiants communistes... — reprend les mêmes revendications. Et, du 16 au 18 mars 1956, l'UJRF organise un « *Festival national des étudiants de France* », qui est en fait le chant du cygne des « *Étudiants de l'UJRF* » : la préparation du festival et la popularisation de ses travaux s'est faite par l'intermédiaire de... *Clarté*, le journal des étudiants communistes de Paris, devenu « *Journal des étudiants édité par le Parti communiste français* ». C'est que les Étudiants communistes ont eux aussi connu entre temps une évolution et que s'amorce une réorganisation des organisations de jeunesses communistes.

### **Les Étudiants communistes**

À partir de la création de l'Union des étudiants patriotes, l'activité spécifique des étudiants communistes avait été pour l'essentiel réduite à la publication des journaux *L'Université de demain* et *Action*, toujours présentés cependant comme organes de l'UELCF. Or, à la Libération, l'UELCF ne réapparaît pas légalement : les Étudiants communistes s'investissent dans le mouvement unitaire (UPOE) et directement dans le Parti communiste, où ils intègrent les cellules locales. Sur les plans idéologique et politique, une direction étudiante de fait est exercée au niveau dans le cadre de la Fédération des Jeunesses communistes par François Lescure, Pierre Kast, Guy Besse... Mais, la création de

25. Aux directions de régions, de sections et de cellules. Circulaire imprimée recto-verso, le 29 mai 1945.

26. Entretien de Jacques Varin avec Marcel Rigout, le 11 janvier 1978.

27. Les secrétaires « *Jeunes Filles* », « *Paysans* », *Vaillants* » sont eux membres du bureau national.

28. Parallèlement se tiennent quatre autres conférences spécialisées : *Jeunes filles*, *Vaillants* et *Vaillantes* (pionniers), *Jeunesse rurale*, *Jeunesse ouvrière*.

29. *Avant-Garde*, n° 103, du 14 au 26 août 1946.

30. L'ouvriérisme d'André Marty, qui prône la mise en place des cellules étudiantes du Parti communiste, est mis en cause de manière interrogative par plusieurs témoins. Cela doit être accueilli avec prudence et reste à confirmer.

31. Est ainsi dénoncée la « *fausse morale avilissante de Giono, de Malraux, de Sartre...* », *Avant-Garde*, n° 107, du 17 au 23 septembre 1946.

32. Témoignage de François Hilsun à Jacques Varin, le 25 mars 1974.

33. Entretien de Jacques Varin avec André Vanoli, le 7 avril 1977.

34. Paul Prompt est nommé à la tête de la commission étudiante au congrès de Lyon de l'UJRF, en 1948.

35. *Notre Jeunesse*, revue intérieure de l'UJRF, n° 3, mars-avril 1954.

l'UJRF et de ses cercles étudiants, les réticences des étudiants communistes à les intégrer et une évolution de la réflexion du Parti communiste créent une situation nouvelle, que le parcours d'Annie Becker permet d'illustrer.

Revenue de Grenoble, Annie Becker<sup>36</sup>, entrée en Khâgne à Fénelon, reçut à la rentrée universitaire 1944-1945 la responsabilité des Étudiants communistes dans les classes préparatoires. « *Après avoir durant l'année 1945-46 été membre de la cellule locale du parti de l'ENS de Sèvres, je deviens membre de la cellule d'histoire à la Sorbonne. Car c'est l'année où commencent à être organisées les cellules étudiantes. Tout le monde est passé à cette cellule Sorbonne-Histoire : François Furet, Emmanuel Leroy-Ladurie, Jacques Ozouf, Maurice Agulhon, etc. Toute l'école historique française contemporaine... Les cellules étudiantes étaient un lieu de formation, un lieu d'organisation et d'action politique mais aussi un lieu d'action idéologique qui visaient à présenter des espèces de "contre cours" par rapport à l'enseignement que nous recevions [...]. J'ai la responsabilité des cellules étudiantes de l'arrondissement*<sup>37</sup>. [...] Au congrès de Strasbourg en juin 1947, je prends la parole pour expliquer l'action des cellules étudiantes. À partir de cette date, j'ai la responsabilité des cellules communistes étudiantes sur l'ensemble de la fédération de la Seine. À l'automne 1947, avec Jacques Hartmann comme rédacteur en chef, Arthur Kriegel, et moi comme directrice, nous lançons Clarté dont le premier numéro paraît le 9 décembre 1947<sup>38</sup>. »

Lors de la première conférence nationale des Étudiants communistes, à Paris les 22 et 23 mars 1948<sup>39</sup> — en présence notamment de Paul Éluard, Marcel Prenant, Henri Wallon, Gaston Teissier, Jeanne Lévy, Georges Cogniot, Raoul Calas, Léo Figuières et Raymond Guyot —, André Marty théorise cette orientation : « *Le Parti communiste est un parti ouvrier d'un type nouveau, issu de la fécondation du mouvement ouvrier par la science du développement de la société, le socialisme scientifique. C'est pourquoi le développement historique en fait le seul et grand parti national. Il est donc aussi le grand parti des intellectuels. Les communistes étudiants et élèves ne peuvent donc être séparés de l'ensemble du Parti, aussi sont-ils organisés en cellules d'entreprises, par école, faculté, université*<sup>40</sup>. » Un discours qui n'est pas sans induire un sentiment de supériorité à l'égard des étudiants « seulement » membres de l'UJRF.

Outre la reprise des revendications étudiantes — conditions de vie et d'études, présalaire étudiant, etc. — communes à l'UJRF et au PCF, qui dépose en ce sens plusieurs projets de loi, les Étudiants communistes vont attacher une importance particulière à la formation théorique et au combat idéologique, à la lutte anticolonialiste. Mais, dans la mesure où l'UJRF va s'inspirer des « principes marxistes-léninistes », et, elle aussi, s'investir dans la lutte contre les guerres d'Indochine puis d'Algérie, cette spécificité va elle aussi s'atténuer.

En 1954, Pierre Jaeglé tente encore de définir les sphères respectives des étudiants de l'UJRF et des Étudiants communistes : « *Les courants progressistes pour la paix et l'amitié internationale des étudiants, pour l'épanouissement de la culture ont fait de grands progrès... L'avant-garde combative de cette lutte est formée par les étudiants communistes. Mais, autour de cette avant-garde et au-delà du cercle de son influence, il y a de grandes possibilités pour développer une organisation démocratique de masse des étudiants, répondant à leurs besoins tant dans le domaine de la défense de leurs droits que dans celui de la culture et des loisirs et les rapprochant du reste de la jeunesse et du peuple de leur pays*<sup>41</sup>. »

Clarté devient, début 1955, « *Journal des étudiants édité par le Parti communiste français*<sup>42</sup>. » Cette mutation acte une réalité de diffusion nationale déjà ancienne qui avait fait de la fédération de la Seine du Parti la direction politique nationale de fait des Étudiants communistes ; une anomalie que la transformation de Clarté en organe national corrige. La rédaction en est alors contrôlée par la Commission centrale des intellectuels du Parti, dirigée par Laurent Casanova, avec pour adjoint Victor Michaut. Serge Magnien, rédacteur en chef, y participe à chaque réunion hebdomadaire.

« *La diffusion de Clarté a sans doute été non pas un élément de cristallisation, mais un élément porteur du développement d'une organisation qui était celle des cellules du Parti. Ces cellules avaient de plus en plus d'adhérents, le journal se vendait, et l'UJRF vivait. [...] On retrouvait à l'Université le même phénomène que sur le plan national : il y avait le Parti et son organisation de jeunesse. Et bien, chez les étudiants, il y avait aussi le Parti et son organisation de jeunes, c'était invivable, ça ne pouvait pas se développer*<sup>43</sup>. »

Cette évolution voit en fait s'affirmer les Étudiants communistes « face » à ceux de l'UJRF, et prend un nouveau cours en 1956, avec la disparition de l'UJRF et la recréation de la Jeunesse communiste ; ce qui pose le problème de la dualité des cellules étudiantes et des cercles étudiants.

## La renaissance de l'UECF

C'est à la rentrée universitaire 1956-1957, en octobre, qu'une édition spéciale de Clarté proclamant « *Vive l'Union des étudiants communistes* », porte en sous-titre « *édité par le bureau national provisoire de l'Union des étudiants communistes de France* » et annonce la naissance d'une organisation spécifique d'étudiants communistes. Mis au point durant l'été et finalisé en octobre, un « Appel aux étudiants » est signé par 53 étudiantes et étudiants de Paris et 16 villes universitaires de province. Il est rendu public dans le double contexte de la « crise de Suez » et dans celui, plus difficile pour les communistes, en particulier dans les milieux intellectuels, du soulèvement hongrois.

36. Annie Besse, Annie Kriegel.

37. Il s'agit du V<sup>e</sup> arrondissement de Paris dont elle est membre du comité de section.

38. Entretien de Jacques Varin avec Annie Kriegel, le 2 décembre 1978.

39. La présence d'Annie Besse à la tribune, seule présence étudiante aux côtés des dirigeants du Parti, lui confère un statut qui dépasse de fait celui de dirigeante des étudiants de la fédération de la Seine.

40. Discours de clôture d'André Marty à la première Conférence nationale des étudiants communistes, Clarté, n° 6, du 17 avril 1948.

41. Notre Jeunesse, n° 3, mars-avril 1954.

42. Dixit Clarté numéro de février 1955.

43. Témoignage de Serge Magnien, recueilli le 16 janvier 1975 par Jacques Varin.

« Dans tous les domaines, nous subissons la contrainte d'une classe qui entraîne le pays et son université à la ruine...

La bourgeoisie est incapable de faire progresser notre pays. Non contente de limiter à 2 % le recrutement des étudiants issus des milieux ouvriers et paysans, elle prône aujourd'hui le néo-malthusianisme. Son seul impératif ? Le profit. Ses moyens ? La surexploitation de la classe ouvrière, le colonialisme et la guerre.

La sanglante guerre du Vietnam à peine terminée, elle se lance dans l'aventure d'Algérie... Pour sauvegarder les intérêts du "syndicat des colonialistes en faillite", elle est prête à sacrifier notre jeunesse.

Et qu'importe pour elle le prestige de la France ? Elle avilit les arts et les lettres, le pragmatisme est sa seule éthique. Les perspectives offertes par la science se traduisent par des projets dérisoires. La recherche fondamentale ne l'intéresse pas.

Seul le communisme offre des perspectives d'avenir et des solutions valables...

La bourgeoisie, profitant d'erreurs commises dans l'édification du monde nouveau tente, comme en Hongrie, de faire revenir les peuples en arrière. Et d'aucuns essaient en France de semer le doute, l'incertitude, le trouble. Naïves illusions de ceux-là... »

Parallèlement est annoncée pour les 19 et 20 janvier 1957 la tenue d'un congrès constitutif de l'UECF, ainsi que la composition d'un bureau national provisoire, composé de Serge Magnien, secrétaire et rédacteur en chef de *Clarté* (Paris, Beaux-Arts), Guy Bois (Paris, Histoire), Jean Deroche (Paris, Beaux-Arts), Annette Hog (Paris, Géographie), Gérard Le Denmat (Paris, Sciences), Claude Quin (Paris, Éco. Po.), Roland Rappaport (Paris, Droit) et Christiane Singher (Paris, Psycho.).

Salué dans *L'Humanité* par un article de Roger Garaudy, pour la direction du Parti communiste, et par Paul Laurent, secrétaire général de l'Union de la jeunesse communiste, le congrès constitutif de l'UECF s'ouvre le 15 mars 1957, par un rapport de Jean Deroche, secrétaire provisoire qui à succédé à Serge Magnien. Laurent Casanova et Roger Garaudy représentent la direction du Parti communiste et plusieurs intellectuels communistes — Jean Kanapa, Jean-Toussaint Desanti, André Stil, Francis Cohen, Fougeron, Taszlysky — viennent apporter leur soutien. À l'issue du congrès, a été affirmée la présence de l'UEC au sein du Mouvement de la jeunesse communiste. Le Mouvement de la jeunesse communiste comprend, avec l'UECF, l'Union des jeunesses communistes de France (UJCF) et l'Union des jeunes filles de France (UJFF). En 1959 s'y adjointra l'Union des jeunesses agricoles de France (UJAF).

Claude Deydier (Paris, Sciences-Po) est élu secrétaire général, avec pour adjoint Jésus Ibarrola (Grenoble, Droit), bientôt écarté par la maladie. François Fenal, est rédacteur en chef de *Clarté* et, venu



*Clarté*, journal des étudiants communistes, puis de l'UEC, créée en 1956 (coll. BDIC).

de la direction de l'UJRF, Serge Depaquit est secrétaire administratif<sup>45</sup>.

La naissance de l'UEC ne s'est pas faite sans problèmes. Parmi les étudiants communistes, relativement nombreux sont ceux qui — par ouvriérisme notamment — refusent la dissolution des cellules étudiantes et se replient sur les cellules locales. Et puis, dès le premier congrès de l'UEC, s'est engagé, à l'initiative des étudiants communistes de l'ENS de la rue d'Ulm, un débat sur la nature de l'UEC et sur ses rapports avec le Parti : dans deux textes envoyés à *Clarté*, ils déclarèrent vouloir « s'engager dans une organisation communiste où chaque cercle conserve son autonomie et où chaque adhérent conserve sa liberté par rapport aux décisions de la majorité » et, écrivent-ils : « L'UECF étant une organisation de masse, elle a pour but de propager les idées du communisme dans le monde étudiant, mais elle doit aussi en retour faire mieux apprécier au Parti communiste les préoccupations et les problèmes propres aux étudiants. En conséquence, nous pensons que l'UEC ne saurait jouer ce rôle sans garder son indépendance à l'égard de tout parti politique. En particulier, il ne nous semble pas juste de définir les perspectives de l'UEC comme celle d'une organisation luttant aux côtés de la classe ouvrière et de son parti ("Appel aux étudiants" — *Clarté* de novembre 1956), formule à laquelle nous proposons de substituer "luttant aux côtés de la classe ouvrière". »

44. *Clarté*, n° 1, nouvelle série (58), novembre 1956.

45. Plusieurs des membres de la direction élue lors de ce premier congrès seront appelés à jouer un rôle à l'UEC : Claude Kastler, Philippe Robrieux, élus au bureau national, sont de futurs secrétaires généraux de l'UEC ; Jean Carpentier, Guy Tissier, Jean Grobla, élus au comité national et à la commission de contrôle financier, seront membres de la direction de l'UEC jusqu'au milieu des années soixante. Quant à Serge Depaquit, faisant en quelque sorte office d'« œil de la direction du Parti » au sein de celle de l'UEC, il se solidariserait avec celle-ci quand se nouerait ce qu'on appellera la « crise de l'UEC ».

46. *Clarté*, n° 3, nouvelle série (58), février 1957.

47. *Clarté*, n° 6, ns, octobre-novembre 1957.

48. Les étudiants communistes, à la différence des intellectuels, n'ont que peu été perturbés par les événements de Hongrie.

49. Archives J. Varin.

50. Philippe Robrieux, *Notre génération communiste*, Paris, 1977, p. 248.

51. Laquelle parle de « rapport prétendument attribué au camarade Khrouchtchev ». La direction du PCF est partisane de déstaliniser sans le dire.

52. Au sein du comité central du PCF, des hommes comme Waldeck Rochet ou Pierre Courtade s'expriment en ce sens, sans que cela transparaît alors à l'extérieur de cet organisme.

53. Le PCF est soucieux de ne pas se couper de la masse de la population française et d'éviter l'interdiction, ainsi que de préserver la parution de sa presse légale, plusieurs fois saisie. Cela l'amène à sanctionner comme provocateurs ou irresponsables ses quelques militants qui intègrent les réseaux de soutien au FLN algérien, tel le « réseau Jeanson » et, tout en affirmant le droit de l'Algérie à l'indépendance, à mettre en avant le mot d'ordre de « Paix en Algérie ».

Parallèlement, sa presse illégale et donc clandestine — non revendiquée en tant que telle — dans l'armée — *Soldat de France, Secteur postal Algérie, Le Marin républicain, l'Aviateur, le Parachutiste* — est elle plus « radicale ». Sur un plan humanitaire, avec les partis communistes belge et ouest-allemand, le PCF concourra à l'exfiltration de France de grands blessés du FLN vers les hôpitaux de RDA. Il envoya en Algérie l'un de ses cadres — Alfred Gerson — auprès du Parti communiste algérien (PCA) clandestin pour l'aider à publier son organe à destination du contingent français, *La Voix .../...*

Gérard Le Denmat leur répond : « Cette autonomie ne saurait ménager la possibilité pour le cercle de mener une activité contraire à celle définie par les statuts de l'Union, par le congrès national démocratiquement élu... Il doit être clair que la liberté de chaque adhérent par rapport aux décisions de la majorité s'arrête là où commence pour l'adhérent une action opposée à ces décisions... L'UECF... ne peut accepter, étant donné les buts qu'elle se fixe et les principes dont elle s'inspire, de voir ranger le Parti communiste à l'égal de "tout parti politique". Dans le cadre de la lutte des classes, une telle appréciation ignorerait que les principes marxistes-léninistes enseignent que la transformation de la société capitaliste en société socialiste est conditionnée par l'existence d'un parti condamnant toute conciliation avec la bourgeoisie<sup>46</sup>... » Lors du congrès même, Laurent Casanova contrecarre les velléités d'indépendance exprimées par les étudiants d'Ulm : « Si l'on poussait le raisonnement des camarades jusqu'à son terme, que trouverait-on ? On trouverait, à côté du Parti communiste de contenu spécifiquement prolétarien, servant les buts révolutionnaires de la classe ouvrière et tendant à l'hégémonie dans le mouvement général contre la bourgeoisie, on trouverait un Parti communiste d'étudiants. Et donc d'intellectuels en formation, d'origine bourgeoise et petite bourgeoise, prenant ses distances à l'égard du parti ouvrier et lui faisant la leçon<sup>47</sup>... » Le débat rebondira quelques années plus tard. Pour l'heure, la construction de l'UEC est à l'ordre du jour, dans un contexte qui, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'affaire hongroise et de ses répercussions dans les milieux intellectuels<sup>48</sup>, apparaît favorable du fait de la montée des luttes contre le « pouvoir personnel de Gaulle, contre la poursuite de la guerre d'Algérie, de l'essor du mouvement de libération nationale, de la crise des valeurs de la société, des luttes universitaires découlant notamment de l'écart croissant entre les moyens de l'Université et le développement rapide du nombre d'étudiants ».

À la fin de l'année universitaire 1958-1959, le développement de l'UEC est déjà notable : elle compte 1 033 adhérents dans 23 villes universitaires (dont Marseille : 112 ; Lyon : 100 ; Grenoble : 81 ; Lille : 81 ; Bordeaux : 72 ; Toulouse : 90) et 1 156 adhérents à Paris (260 en Lettres, 190 dans les ENS, 189 dans les « prépas » des lycées, 170 en Sciences, 180 en Santé, 75 en Droit/Sciences-Po, 52 en Grandes écoles, 40 aux Beaux-Arts), soit au total : 2 189 adhérents<sup>49</sup>. Selon Philippe Robrieux, à la rentrée 1959 elle diffuse près de 5 000 *Clarté*, contre environ 2 600 en février 1957<sup>50</sup>.

Soumise, comme toute organisation étudiante, à un fort renouvellement de ses effectifs, l'UEC tient un congrès annuel et sa direction connaît de fréquents changements. Au deuxième congrès, en février 1958, Claude Deydier reste secrétaire général, avec Claude Kastler — qui lui succédera lors du troisième congrès en mars 1959 — comme adjoint. Alain Roux, André Sénik, Alain Forner, Guy Tissier, François Hincker

entrent au bureau national, André Mitrailov (Bérelévitch), Jean Piel, Jean Schalit au comité national. Désigné secrétaire général en remplacement de Claude Kastler à la rentrée 1959-1960, Philippe Robrieux reste en fonctions jusqu'en décembre 1960, Jean Piel lui succédant lors du quatrième congrès.

C'est durant cette période que va se nouer ce qu'on appellera la « crise de l'UEC » et qui, avec diverses phases, dure jusqu'en 1967.

## La « crise »

Cette crise a des causes multiples, internationales et nationales. Ainsi, la déstalinisation et le rapport Khrouchtchev, connu en France par des fuites organisées de fait par la direction du Parti communiste soviétique et nié quant à son authenticité par celle du PCF<sup>51</sup>, soulèvent des interrogations sur la nature même du régime soviétique<sup>52</sup>. La coexistence pacifique prônée par Khrouchtchev et la direction soviétique est à l'origine de la rupture sino-soviétique aux conséquences profondes dans le mouvement communiste, en même temps qu'elle favorise l'émergence du polycentrisme prôné par le Parti communiste italien. Elle est aussi à l'origine du limogeage de deux avocats des thèses krouchtchéviennes, Marcel Servin et surtout Laurent Casanova (responsable des intellectuels et dont les dirigeants de l'UEC étaient proches), un des facteurs du développement de la crise de l'UEC. Mentionnons aussi la différence d'approche concernant la lutte contre la guerre d'Algérie, dont les dirigeants du PCF entendent garder la maîtrise alors que la direction de l'UEC s'engage à l'Université dans une stratégie de Front universitaire antifasciste (FUA) avec des forces politiques d'une gauche radicale dont le PCF craint l'« aventurisme<sup>53</sup> ». Le communisme alors atypique de Fidel Castro et la théorie du « foco » chère à Che Guevara contribuent aussi au bouillonnement d'idées au sein de l'UEC.

Dans *Notre génération communiste*, Philippe Robrieux — qui, bien qu'ayant quitté le secrétariat général de l'UEC fin 1960 reste de fait très présent à l'UEC jusqu'à son huitième congrès en 1965 — a retracé les différents aspects de ces problèmes qui amenèrent ses successeurs Jean Piel — lequel fera une « auto-critique » au XVI<sup>e</sup> congrès du PCF saluée par Maurice Thorez<sup>54</sup> — et surtout Alain Forner<sup>55</sup> à entrer en conflit ouvert avec le Parti.

« Dans *Clarté*, nous avons laissé paraître l'article de Philippe Robrieux, erroné sur plusieurs points. Cet article donnait une appréciation partielle et incorrecte du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, réduisant ses travaux au seul aspect de la dénonciation du culte de la personnalité, sans parler des grandes victoires de quarante ans de socialisme. Par ailleurs, il mettait l'accent de façon unilatérale sur la nécessité pour les étudiants communistes de militer davantage dans les organisations de masse,

Cortège de l'UNEF lors de la manifestation du 17 mai 1967 : alors que l'« allocation d'études pour tous » était une revendication montante et récurrente, l'UEC « reprise en mains » se prononce pour une « allocation d'études pour ceux qui en ont besoin » (Cliché Élie Kagan / BDIC).



sans souligner le rôle essentiel de l'organisation communiste elle-même comme organisatrice des luttes, propagandiste et éducatrice de nos adhérents dans l'esprit du marxisme-léninisme. [...] Et la racine de tout cela c'était, de notre part, la surestimation de l'adversaire et la sous-estimation de notre force propre, force d'attraction des idées du communisme et force de notre organisation, solidement appuyée sur la classe ouvrière et son Parti, sur le camp socialiste et ses réalisations. En cela, et nous le comprenons mieux maintenant, nos erreurs et leur racine regardaient directement le débat en cours dans le Parti à propos des divergences des camarades Marcel Servin et Laurent Casanova<sup>56</sup>. »

La crise — un temps relativisée par l'autocritique de Piel — rebondit. Pour une large part cette autocritique est formelle et Jean Piel va s'effacer devant Alain Forner. Le conflit culmine au sixième congrès de l'UEC, lors duquel la direction de l'UEC fait majoritairement adopter un programme spécifique à l'UEC, proche des thèses italiennes. La direction du Parti développe aussi ses critiques sur la tendance prêtée aux dirigeants de l'UEC à s'effacer derrière l'UNEF, sur le contenu « petit-bourgeois » de *Clarté*, qui consacre des articles à l'amour et la drague, etc.

Recevant l'appui d'intellectuels communistes en délicatesse avec le Parti et suscitant un intérêt en dehors de ses rangs, la direction de l'UEC noue avec succès des liens avec les milieux intellectuels et artistiques. Elle organise des initiatives prestigieuses à la Mutualité à Paris avec le poète soviétique alors semi-dissident Evtouchenko, avec Simone de Beauvoir, Yves Berger, Jean-Pierre Faye, Jean Ricardou, Jean-Paul Sartre, Jorge Semprun<sup>57</sup>. La couverture de *Clarté* s'orne à l'approche du huitième congrès de l'UEC de reproductions de tableaux offerts par des peintres.

Pour contrer cette opposition de l'UEC la direction du Parti communiste met en place, sous la direction de

Roland Leroy, une commission *ad hoc*, à laquelle participent principalement Jacques Chambaz, Pierre Juquin, Jean Burles, François Hilsum et Jean Gajer<sup>58</sup>. Ce groupe de travail a pour tâche de coordonner l'activité du Parti en direction de l'UEC, en même temps que d'apporter une réponse politique aux thèses des dirigeants de l'UEC, en général plus formés théoriquement que les militants « sur les positions du Parti », ainsi qu'on les appelle conjointement à d'autres dénominations se voulant plus péjoratives<sup>59</sup>.

Des mesures d'organisation sont prises : en premier lieu une invitation pressante est faite aux étudiants membres du Parti et ayant déserté une UEC hostile aux orientations du Parti, pour se cantonner au militantisme dans leurs cellules locales, à revenir à l'UEC. Dans le même esprit, les enseignants communistes ayant repris parallèlement à leur travail des études (capes, agrégation, etc.) sont sollicités d'adhérer à l'UEC. Quant à la Jeunesse communiste, elle est invitée à préparer ses adhérents lycéens de terminale à l'intégration au milieu hostile que représente l'UEC. Cela va porter ses fruits, particulièrement en province où les étudiants sont beaucoup plus proches des directions fédérales du Parti, ne serait-ce que pour l'aspect matériel des activités militantes, alors qu'à Paris et dans quelques grosses villes universitaires la concentration d'étudiants communistes forme un milieu autonome. Il en va de même au « secteur lycées » de Paris dont, à la veille du septième congrès de l'UEC, s'appuyant sur les étudiants issus de la JC les « suivistes » prennent le contrôle fin 1963-début 1964<sup>60</sup>.

L'aide est aussi politique : *La Nouvelle Critique*, *France nouvelle* voire *L'Humanité* publient des numéros spéciaux à destination des étudiants. Les dirigeants du Parti et les intellectuels qui leur sont proches sont mis à contribution pour « nourrir » interventions, « contributions à la discussion » et « plates-formes »

.../... du Soldat. Quant à la structure clandestine du PCF dans l'armée, inspirée du « travail anti » des années trente et dirigée par Raymond Guyot (PCF) et Paul Laurent (UJRF/JC), assistés d'un « technique » issu de la JC, elle concourra efficacement à faire échec au « Putsch des généraux » d'Alger.

54. « Il faut retenir également l'intervention du camarade Piel, dit Maurice Thorez, qui a fait, en communiste honnête, autocritique de l'attitude suivie quelque temps par la direction des étudiants communistes. »

55. La personnalisation sur le nom des secrétaires généraux caractérise les périodes, mais il y a pour l'essentiel une profonde convergence de vues entre la plupart des dirigeants de l'UEC de cette époque, notamment autour de Serge Depaquit, dont le rôle fut déterminant, Robrieux, Sénik, Forner, Tissier...

56. Numéro spécial des *Cahiers de la Jeunesse communiste*, n° 6, juin 1961 : « XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français », p. 211.

57. « Que peut la littérature ? », 9 décembre 1964.

58. Jean Gajer, ancien dirigeant de la Jeunesse communiste et membre du bureau de la fédération de Paris du Parti est présent au titre de la fédération du Parti comportant le plus grand nombre d'étudiants sur son « territoire » et où se posent les « problèmes » les plus aigus avec eux.

59. Les « Stals », les « Suivistes », « la tendance du Comité central », les « pro-Parti ». Encore que ceux que ces qualificatifs visent ont tendance à les percevoir *a contrario* comme un hommage à leur « fermeté sur les principes » et « les positions de la classe ouvrière ».

60. Jacques Varin, prépa en Cloud à Henri-IV, qui succède à Pierre Gauthier comme secrétaire du secteur, a adhéré en septembre 1964 directement au Parti communiste à l'École normale d'instituteurs de Rouen et n'a pas fait de stage par la JC.

émanant des « étudiants sur les positions du Parti ». Une critique sévère est faite de *Clarté*<sup>61</sup>, qui publie à l'automne 1964 des numéros — perçus comme provocateurs par la direction du Parti — mettant en exergue des articles sur les « héritiers de Staline », sur le socialisme yougoslave, etc. Des divergences existent aussi entre l'UEC et le Parti quant à l'appréciation de la nature « de classe » ou « socioprofessionnelle » des étudiants : le Parti abandonne la revendication du pré-salulaire étudiant — indissociable de la notion de « Jeune travailleur intellectuel en formation » — au profit d'une « allocation d'études pour ceux qui en ont besoin », attribuée sur critères sociaux et universitaires, qui différencie les étudiants issus des couches populaires de ceux issus des couches privilégiées. L'affrontement sur l'ensemble de ces questions se développe dans la période allant du sixième congrès au septième congrès (Palaiseau, du 5 au 8 mars 1964) et du septième au huitième congrès (Montreuil, 4 au 8 mars 1965).

Au lendemain du sixième congrès et de l'adoption par l'UEC d'un programme spécifique divergeant sur de nombreux points de celui du Parti, sa direction suscite ou encourage les réactions négatives d'étudiants qui désapprouvent tant l'initiative que le contenu, en leur donnant une place conséquente dans sa presse. Des dizaines de lettres, motions de cercles ou de villes de l'UEC<sup>62</sup> condamnant et le fond et la forme de ce programme de l'UEC sont publiées par *L'Humanité*, *France nouvelle*...

La direction du Parti va mettre en œuvre ces mesures avec un réel succès, puisqu'un an plus tard, les délégués au septième congrès « sur les positions du Parti » y disposent d'une courte majorité. Toutefois, à l'exception du secteur lycées, les secteurs parisiens de l'UEC restent sous le contrôle des « Italiens<sup>63</sup> », majoritaires dans le bureau national sortant, ou de la « gauche », terme générique<sup>64</sup> ; il en va de même de quelques grosses villes de province, telle Lyon.

Ce constat amène la direction du Parti à passer un compromis avec la direction sortante de l'UEC : le futur comité national sera composé de 35 « Italiens », 35 « sur les positions du Parti » et 13 de la « gauche », le bureau national étant composé majoritairement d'« Italiens », avec quelques « pro-Parti ». Révélé théâtralement lors du congrès, cet accord — négocié hors congrès — suscite la désapprobation virulente de la gauche et un désappointement réel dans les rangs des délégués « pro-Parti », frustrés d'une victoire entrevue. En passant ce compromis, les « Italiens » ont espéré se donner du temps pour reconquérir dans l'UEC de province des positions perdues et la direction du Parti a été soucieuse de ne pas être coupée de l'UEC parisienne, qui représente environ 40 % de l'organisation, estimant de plus que le temps jouerait en sa faveur.

Élu secrétaire général en remplacement d'Alain Forner, Pierre Kahn dirige un bureau national comprenant 17 « Italiens », dont Frédéric Mornand (Fred Bon),

Yves Buin, Roland Castro, Jean-Claude Guérin, Bernard Kouchner, Guy Tissier, Georges Waysand et où rentrent 7 « pro-Parti » emmenés par Guy Hermier, étudiant en lettres de Montpellier qui devient secrétaire général adjoint et directeur de *Clarté* : Pierre Bruno, de Toulouse, François Cosserat, de Nancy, ainsi que quatre Parisiens, Jean-Michel Catala et trois jeunes adhérents de l'UEC que les « Italiens » espèrent influencer à terme : (Rémi Desnoyers, Serge Goffard et Jacques Varin). Pierre Kahn s'est opposé à l'entrée au bureau national de plusieurs des principaux animateurs confirmés des « pro-Parti » : Michel Jouet, François Roussel notamment ; ces deux derniers ayant été membres de la direction de la Mnef et de l'UNEF.

Mariage de la carpe et du lapin, ce bureau national est en crise permanente : ayant bloqué la sortie d'un numéro de *Clarté* publiant un texte polycentriste de Togliatti, Guy Hermier est destitué de son poste de directeur du journal et remplacé par Yves Buin. Des incidents éclatent à quasi chaque réunion.

L'année universitaire 1964-65 voit une UEC quasi-exclusivement consacrée à la lutte interne, avec des *Bulletins intérieurs* aux pages pléthoriques reproduisant les textes de nombreuses tendances organisées ainsi que de nombreux cercles, villes et secteurs dans un affrontement d'idées d'une ampleur inédite. À la veille du huitième congrès, les Étudiants socialistes unifiés décident d'adhérer à l'UEC, en renfort de la majorité « italienne » du bureau national sortant, lequel reçoit aussi un soutien de plusieurs intellectuels membres du Parti dans une lettre adressée début 1965 à son secrétaire général, Waldeck Rochet. La majorité du BN sortant tente une manœuvre en fixant un seuil très bas de délégation pour le congrès — 1 délégué pour 5 adhérents — espérant ainsi favoriser numériquement la représentation de l'UEC parisienne, qui lui reste encore majoritairement acquise ou se réclamant de la « gauche<sup>65</sup> », les délégués de province ayant en revanche à faire face à des coûts de transport, d'hébergement à Paris, etc. C'était sous-estimer les moyens et l'engagement du Parti. Bénéficiaire de l'aide financière des fédérations départementales, de moyens de transports fournis par les municipalités communistes de province, d'hébergements dans celles de la banlieue parisienne, les délégations de province sur les positions du Parti sont au complet quand s'ouvre le huitième congrès de l'UEC à Montreuil le 4 mars 1965 avec près de 500 délégués.

D'emblée, l'élection du bureau du congrès et la désignation du service d'ordre traduisent les rapports de force : 344 voix en faveur des propositions de Guy Hermier, leader des « pro-Parti » contre 145 à celles de Pierre Kahn, le secrétaire général sortant. C'est le « *Projet de résolution d'orientation politique présenté par Montpellier* », adopté par le congrès de l'UEC de cette ville le 11 janvier 1965 — et publié par *France nouvelle* à la veille du congrès national<sup>66</sup> — qui, retenu comme base de discussion, est la matrice de la résolution finale

61. Numéros 51 et 53.

62. Surtout de province telle celle du comité de ville de Poitiers mais aussi de quelques cercles de la région parisienne, tel celui de l'ENS de Sèvres.

63. Ce qualificatif d'« Italiens » est donné à la majorité du bureau national sortant en raison de sa proximité avec les thèses polycentristes du Parti communiste italien et de ses liens avec la direction de ce Parti.

64. La « gauche » regroupe à la fois les animateurs de la gauche syndicale de la FGEL (Peninou, Kravetz) et des membres — avérés ou non — de divers groupes se rattachant peu ou prou à la mouvance trotskyste (IV<sup>e</sup> Internationale, lambertistes, Voix ouvrière, Voie communiste, le Communiste) dont les dirigeants du secteur Lettres de Paris, Alain Krivine et Henri Weber. Sont naturellement présents dans l'UEC mais en nombre alors marginal les premiers « Prochinois ».

65. Les « pro-Parti » ont toutefois marqué des points dans les ENS, à Orsay, en Sciences, voire en Lettres (cercle de Géographie...).

66. « Le Parti communiste français et les étudiants », *France Nouvelle*, supplément au n° 1010 du 24 février au 2 mars 1965.

adoptée. À l'issue du congrès, Guy Hermier est élu secrétaire général — avec pour adjoint Jean-Michel Catala — d'un bureau national homogène, En font aussi partie Jacques Ben Soussan, Alexis Bérélovitch, Bernard Bouché, Michel Cardoze (Jacques Vaulrin), Gérard Dahan, Alain Gaudric, Yves Hayman, Michel Jouet, Axel Kahn, Robert Linhard, Marc Mervais (Mann), Alain Monchablon (Velmont), François Roussel ; président de la commission de contrôle financier, Jacques Varin y participe de plein droit. Sollicité, Roland Castro, un « Italien » du bureau sortant, refusa<sup>67</sup>.

Ce bureau n'était homogène qu'en apparence, car durant le congrès, les délégués de l'ENS de la rue d'Ulm à deux reprises prirent des initiatives conduisant à une cassure de la nouvelle majorité. Une motion condamnant la manière partielle dont *L'Humanité* avait retranscrit les débats du congrès avait d'abord été présentée. Pour éviter cette cassure et la désamorcer, Guy Hermier, après avoir tenté de s'y opposer, s'y rallia, et la motion fut votée à l'unanimité moins 4 voix et 46 abstentions. L'autre motion impliquant la reconnaissance du droit de tendance par la circulation de textes contradictoires dans la préparation des congrès, la majorité se divisa : 137 délégués votèrent contre, 113 pour, 28 s'abstenant ; quant aux 159 délégués de l'opposition, ils s'abstinrent.

En fait, l'on avait assisté à l'amorce encore très floue de la principale des deux scissions qui vont affecter l'UEC dans les années 1966 et 1967.

### Scissions et reconstruction

Au lendemain du huitième congrès, la nouvelle direction cherche à mettre en œuvre son orientation, notamment en attachant une attention soutenue aux problèmes universitaires en même temps que sous l'impulsion de Robert Linhard se met en place une formation théorique, appuyée sur les travaux d'Althusser, ce qui ne sera pas sans conséquence<sup>68</sup>. Toutefois, elle est confrontée à la persistance à Paris d'une forte opposition articulée autour du secteur Lettres, fort de plus de 400 adhérents, ce qui en fait la principale structure de l'UEC. Elle l'est aussi à des problèmes très matériels, notamment au niveau de « Clarté-Club<sup>69</sup> » et de *Clarté* : les anciens dirigeants, dans la période des septième et huitième congrès ont dépensé sans trop compter. Les imprimeurs réclament leur dû à une nouvelle direction avec laquelle certains se sentent moins d'affinités. Ceci amène après la mise en faillite de *Clarté*, à la publication d'un nouveau journal, *Le Nouveau Clarté*, dont le premier numéro paraît en avril 1965. À son comité de rédaction, outre Serge Goffard rédacteur en chef, et Guy Hermier directeur politique, il y a Herbert Axelrad, Robert Linhard, Tiennot Grumbach, Michel Jouet.



Alors que plusieurs des anciens dirigeants « Italiens » de l'UEC sont exclus de leurs cellules locales du Parti, c'est au sein même de l'UEC que la crise rebondit, à l'occasion de l'élection présidentielle de septembre 1965, lors de laquelle le Parti communiste décide d'apporter son soutien à François Mitterrand comme candidat unique de la gauche. Cette décision est dénoncée par le secteur Lettres de Paris de l'UEC comme étant un soutien à un candidat bourgeois responsable de plus de la mort du militant communiste algérien Fernand Yveton. Critique abondamment reprise par la radio et la presse « bourgeoises ».

Cette prise de position du secteur Lettres et l'utilisation qui en a été faite conduisent la direction nationale de l'UEC à proposer la dissolution de ce secteur lors du comité national de Dugny en janvier 1966. Cette proposition — adoptée — est non seulement la cause d'affrontements au sein de la réunion avec les rares proches du secteur Lettres mais aussi avec ceux du secteur ENS (Broyelle, Linhard, Riss) et du secteur Droit (Ben Soussan, Hayman), qui déclarent condamner la prise de position publique du secteur Lettres mais refuser les mesures administratives prises à son encontre. La cassure de la majorité du huitième congrès devient plus évidente ; 18 membres du conseil national et 5 membres du bureau national (Linhard, Ben Soussan, Hayman, Monchablon, Dahan) démissionnent.

Cette décision du comité national de Dugny a deux conséquences immédiates.

En premier lieu est reconstitué — sur la base de l'accord avec les orientations du Parti et de la direction de l'UEC — un « secteur Lettres », dont l'assemblée

Après la première crise, l'UEC « reprise en mains » publie *Le nouveau Clarté* (coll. BDIC).

67. Il deviendra plus tard le leader d'un petit groupe ML, Vive la Révolution (VLR).

68. Le cercle d'Ulm entame la publication des *Cahiers marxistes-léninistes*.

69. Mis en place par l'ancienne direction de l'UEC, « Clarté-club » se présente de fait comme le concurrent de « Loisirs et vacances de la jeunesse » (LVJ), l'organisme de tourisme de la Jeunesse communiste. « Clarté-club » a développé ses activités en liaison avec Cuba, l'Algérie, la Yougoslavie et les structures de tourisme du Parti communiste italien. Les « ardoises » sont conséquentes.

L'UJCML sort le premier numéro de La Cause du peuple le 1<sup>er</sup> mai 1968 (coll. BDIC).

constitutive a lieu à la fédération de Paris du Parti communiste le 2 février 1966 et dont Alexis Bérélovitch est élu secrétaire<sup>70</sup>. Les 150 adhérents revendiqués à la réunion de reconstitution sont pour une part notable des enseignants ayant repris des études. Toutefois, en juin 1966, le nouveau secteur Lettres dépassera les 250 adhérents (contre plus de 400 avant la dissolution).

Ensuite, elle conduit à la naissance publique de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) lors d'une réunion nationale de 120 délégués issus, ainsi que l'annonce *L'Étincelle*, organe de l'UEC de Caen, de « la majorité du secteur Lettres, de l'ancienne opposition révolutionnaire de l'UEC, dont Caen, et de la JC (comme les groupes la Méthode des Alpes-Maritimes), des groupes JSU, des jeunes de la CGT et des camarades encore membres de la JC<sup>71</sup>. »

Le débat et les mesures de dissolution qui débouchèrent sur la création de la JCR vont être de fait des étapes vers une autre scission dans l'UEC, autrement plus importante numériquement et politiquement, car elle est une conséquence en France de la scission du mouvement communiste international. En effet, l'UEC est confrontée à une scission chinoise importante<sup>72</sup>.

« Dès la rentrée 66, nos cellules marxistes-léninistes — qui s'étaient constituées clandestinement quelques mois auparavant — dirigèrent dans l'UEC parisienne une lutte politique conséquente pour le soutien au peuple vietnamien, pour la défense de la Chine populaire et de sa Révolution culturelle, contre l'Université de classe. Alors les dirigeants de l'UEC parachevèrent leur œuvre en dissolvant l'organisation parisienne<sup>73</sup>. » Ayant marqué leur différence lors du huitième congrès de l'UEC début 1964 et avoir rompu avec la nouvelle majorité après la dissolution du secteur Lettres, un certain nombre de responsables regroupés autour du cercle de l'ENS d'Ulm, entament une évolution confortée par Althusser et les « althussériens » (Macherey, Rancière, Balibar...) vers les thèses chinoises « anti-révisionnistes<sup>74</sup> ». Les divergences sont théoriques — « Faut-il réviser la théorie marxiste-léniniste ? » interrogent les *Cahiers marxistes-léninistes* en réponse au comité central du PCF d'Argenteuil consacré aux intellectuels — mais aussi politiques, notamment concernant la guerre du Vietnam : au mot d'ordre « Paix au Vietnam » avancé par le PCF s'oppose celui de « Victoire pour le peuple vietnamien ». Le PCF a initié des « Comités pour la paix au Vietnam », les prochinois les « Comités Vietnam de base » ; il y a aussi le « Comité Vietnam national » où s'investissent les « gauchistes », les « Comités solidarité Vietnam ». Toutefois la position du PCF et de l'UEC évoluera vers le mot d'ordre « Pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien ».

Au neuvième congrès de l'UEC (Nanterre, avril 1966), l'affrontement a lieu aussi autour des statuts et notamment de son article 2 qui prévoit « qu'un étudiant qui a fait l'objet d'une mesure d'exclusion de la part du Parti communiste français ou du Mouvement de la jeu-



nesse communiste de France ne peut être membre de l'UECF ». À l'issue du congrès, quasiment seuls, Riss (ENS) et Cuculière (Lyon) représentent encore une opposition au sein du comité national de l'UEC.

Après avoir pris contact durant l'été 1966 avec les diplomates chinois de Suisse, ceux qui se définissent désormais comme les « Marxistes-Léninistes » (ML) ont décidé la création d'une organisation politique se réclamant des thèses chinoises, « l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes » (UJCML). La première apparition publique d'une de ses structures a lieu à Nancy avec la parution début novembre 1966 du numéro 1 de *Garde rouge*. Mais, c'est à Paris que la scission prend toute son ampleur : les ML vont multiplier les provocations, tapissant la librairie Clarté<sup>75</sup> de dazibaos antirévisionnistes. La décision, fin novembre 1966, de la direction de l'UEC de dissoudre après plusieurs péripéties deux secteurs parisiens aux directions acquises aux prochinois — Droit, ENS — ainsi que le cercle de philo du secteur Lettres scelle la scission. Des blâmes sont adressés aux secteurs Grandes écoles et Sciences. La confusion règne au secteur Lycées. Ces divers secteurs oppositionnels vont tenter de se regrouper dans un « Collectif parisien » non statutaire. Après avoir tenté dans ce cadre de garder la fiction d'une lutte interne<sup>76</sup>, les prochinois révèlent l'existence de l'UJCML. « L'immense majorité des militants parisiens de l'UEC révisionniste vient de rejoindre l'UJCML. En effet, sur tous les fronts la direction du Parti communiste français, et les organisations qu'elle dirige, ont abandonné le marxisme-léninisme pour sombrer définitivement dans le révisionnisme<sup>77</sup>. » *Garde rouge* devient le mensuel de l'UJCML en décembre 1966, et les *Cahiers marxistes-léninistes* son organe théorique.

70. Il sera remplacé quelques semaines plus tard par Jacques Varin.

71. Numéro 9, du 21 avril 1966, « Spécial JCR ». La réunion constitutive de la JCR se tient le 2 avril 1966 à Paris, après qu'une vingtaine de délégués de Caen, Strasbourg, Toulouse et Paris au neuvième congrès de l'UEC le quittent face au refus de la majorité de discuter de la dissolution du secteur Lettres. En fait, parfois depuis plusieurs années, certains des dirigeants de la nouvelle JCR étaient adhérents de la quatrième Internationale et pratiquaient l'« entrisme ».

72. Formation prochinoise préexistante, le Mouvement communiste de France (marxiste-léniniste) et son prédécesseur (FCMLF qui lança en février 1965 l'éphémère *Avant-Garde de la jeunesse française*) ont fait des tentatives de pénétration dans l'UEC ; elles furent limitées (Amiens...). Quant au Centre marxiste-léniniste de France (CMLF) de Claude Beaulieu, il n'eut aucune influence dans l'UEC.

73. *Jeune Garde*, n° 1, mars 1967, journal de la cellule Alfred Gandois de Lyon de l'UJCML.

74. Les *Cahiers marxistes-léninistes*, publiés par le cercle UEC de la rue d'Ulm, joueront le rôle de revue théorique de ce courant.

75. Siège de fait de l'UEC au Quartier latin, place Paul-Painlevé, devant la Sorbonne.

.../...

Le 1<sup>er</sup> juillet 1967 paraît le premier numéro de *Servir le peuple*. Le 1<sup>er</sup> mai 1968 paraît le numéro 1 de *La Cause du peuple*.

À Paris, l'UEC est — en dehors du secteur Lettres reconstitué — exsangue et ne dépasse qu'à peine les 800 adhérents dans ses huit secteurs<sup>78</sup> ; la scission affecte moins la province (Lyon, Nancy...).

La reconstruction de l'UEC sur le plan parisien et son développement sur le plan national interviennent durant l'année 1967 et le printemps 1968, en s'appuyant sur trois initiatives qui vont lui permettre de reprendre des forces militantes mais aussi de nouer des contacts avec des étudiants hors les organisations politiques étudiantes dominées par les gauchistes (trotskystes, ML...)<sup>79</sup>. Deux sont spécifiques à l'UEC : la « Conférence nationale des étudiants salariés » et les « Assises nationales des étudiants pour le droit aux études et pour une université démocratique ».

Préparée<sup>80</sup> par la constitution de comités locaux dans un grand nombre de facultés de province et de la région parisienne, cette « Conférence nationale des étudiants salariés » réunit 200 délégués à Choisy-le-Roi les 25 et 26 février 1967. Sur un thème concernant peu ou prou près de 40 % des étudiants, la préparation de la CNES — l'Appel national a été signé par plus de 25 000 étudiants, les étudiants catholiques sont une des composantes notables de la conférence — a été aussi l'occasion pour l'UEC d'élargir son audience, y compris sur le plan politique : « *La Conférence*, écrit

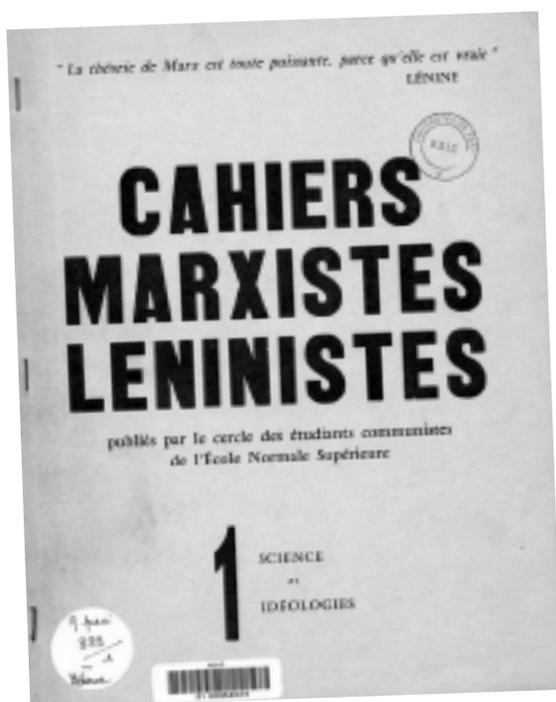
Jean-Claude Allanic<sup>81</sup>, *ne s'est... pas contentée de souligner l'ampleur nationale du problème et d'énoncer les revendications des étudiants salariés. Elle a aussi montré qu'il était nécessaire et possible de lutter pour un profond changement de régime.* »

Élargie à l'ensemble des problèmes de l'Université et des étudiants, l'initiative est renouvelée l'année suivante : 283 étudiantes et étudiants tiennent à Paris les 24 et 25 février 1968, rue Jean-Pierre-Timbaud, des « Assises nationales pour le droit aux études et pour une université démocratique », porteurs de 35 000 signatures sur l'appel préparatoire.

La troisième initiative est commune aux quatre organisations de la Jeunesse communiste : la « Jeunesse avec le Vietnam ». Quand s'ouvre la rentrée universitaire 1967-1968, depuis plusieurs semaines déjà les militants de l'UEC sont engagés dans la préparation d'une manifestation la « Jeunesse avec le Vietnam » annoncée pour le 26 novembre 1967 à Paris et dans la campagne « Un bateau pour le Vietnam ». Impressionnante démonstration de solidarité avec le Vietnam — « 70 000 participants selon les organisateurs, 15 000 selon la Police... » —, à laquelle ont participé plusieurs milliers d'étudiants<sup>82</sup>, cette manifestation « dope » les cercles de l'UEC, d'autant plus que le terrain de la solidarité avec le Vietnam est un terrain de concurrence voire d'affrontements avec les trotskistes et surtout les maoïstes. « *Pour renforcer encore plus la lutte dans le milieu étudiant*, écrivent au lendemain de la manifestation Jean-Claude Allanic et Herbert Axelrad<sup>83</sup>, *il nous faut avant tout renforcer notre organisation. Des centaines d'adhésions ont été faites dans la promotion Nguyen Van Troi. Il faut que des centaines d'autres les rejoignent. L'Union des étudiants communistes de France est, aux côtés du Parti communiste français, la seule organisation qui, dans le milieu étudiant, lutte réellement et efficacement pour le Vietnam. La rejoindre c'est donner une nouvelle portée au combat de chacun. Pour le Vietnam, pour la paix.* »

À la veille des « événements de mai et juin 1968 », l'UEC a retrouvé ainsi une audience dans les facultés et a renoué des liens avec des milieux intellectuels non communistes, elle dépasse les 3 500 adhérents et n'a plus d'opposition interne, son unité politique s'est forgée dans la lutte contre les « gauchistes », ses directions nationale, de secteurs et de villes sont proches de celles correspondantes du Parti communiste, ses militants ont acquis une pratique militante externe : c'est là une configuration qui va lui permettre de passer — avec des interrogations en son sein mais sans problèmes majeurs internes — le cap des « événements », dont en définitive, aussi paradoxal que cela puisse sembler être, elle sortira renforcée.

J. V.



Revue théorique du cercle des étudiants de l'ENS, fer de lance du courant maoïste au sein de l'UEC (coll. BDIC).

.../...

76. Les prochains convoquent salle des Horticulteurs, à Paris, un meeting sur le thème « Qui sont les scissionnistes ? », meeting qui sera pris d'assaut par les étudiants communistes sur la ligne du PCF, opportunément appuyés par des militants de la Jeunesse communiste.

77. Tract de l'UJCM, décembre 1966. Archives J. Varin.

78. Le 13 décembre 1966, en présence de dirigeants du Parti — Paul Laurent, Roland Leroy, Jacques Chambaz — et de la Jeunesse communiste (François Hilsun), la direction de l'UEC organise à la Mutualité (salle G) une assemblée des militants parisiens de l'UEC restés fidèles à ses orientations.

79. Il en va de même à l'UNEF, champ clos des affrontements entre ces diverses tendances auxquelles s'ajoutent les ESU et les courants issus de la crise de la JEC.

80. Un comité national d'organisation est constitué et placé sous la responsabilité de Jean-Claude Allanic.

81. *Le Nouveau Clarté*, n° 12, avril 1967, p. 15.

82. Les banderoles nationales de l'UEC sont réalisées par les peintres Kijno, Tazlitsky, Ortéga, Matta, Rancillac, Pichette, Jouffroy, Simon...

83. Supplément au *Nouveau Clarté*, n° 14, novembre 1967, page 15.